

Kohler, Strzoda, Lavergne: trois hauts responsables de l'Elysée épinglés par le Sénat

Paris, 20 févr. 2019 (AFP) -

Trois hauts responsables de l'Elysée, dont le secrétaire général Alexis Kohler, Patrick Strzoda et le général Lionel Lavergne, ont été nommément mis en cause mercredi par la commission d'enquête du Sénat sur l'affaire Benalla.

Les commissaires demandent au bureau du Sénat de saisir la justice pour vérifier "un certain nombre d'omissions, d'incohérences et de contradictions" relevées lors de leurs auditions, en particulier concernant les attributions d'Alexandre Benalla auprès d'Emmanuel Macron à l'Elysée.

Ces déclarations "laissent à penser" qu'ils "ont retenu une part significative de la vérité (...) notamment sur le périmètre de la mission de sécurité exercée par M. Alexandre Benalla", indiquent-ils dans une lettre adressée au président du Sénat Gérard Larcher.

- Alexis Kohler -Ce haut fonctionnaire discret de 46 ans est l'homme de confiance d'Emmanuel Macron à l'Elysée, où il occupe le poste stratégique de secrétaire général.

Lors de son audition par les sénateurs le 26 juillet, il a affirmé qu'il n'existait "pas à l'Elysée de police parallèle" et qu'Alexandre Benalla n'avait "jamais été en charge de la protection de la présidence de la République".

Il a expliqué ne pas avoir été mêlé à l'attribution à l'ex-chargé de mission d'un appartement à l'Alma, ni d'un permis de port d'arme. "Alexandre Benalla n'exerçait pas une mission de sécurité mais une mission de coordination et d'organisation des déplacements du président", a-t-il ajouté.

La commission estime elle, que "le positionnement de M. Benalla à proximité immédiate du chef de l'Etat lors de ses déplacements ne peut s'expliquer que par le besoin d'assurer sa sécurité rapprochée +à l'épaule+".

Il a aussi dit que, sur le moment, la sanction de 15 jours de suspension "paraissait proportionnée", "compte tenu des éléments en notre possession à ce moment-là".

Quasiment invisible dans les médias, Alexis Kohler présente un CV de "premier de cordée": Sciences Po, DEA de droit public, Essec, ENA... Il accompagne Emmanuel Macron lorsque celui-ci est conseiller de François Hollande à l'Elysée, avant d'être son directeur de cabinet à Bercy.

Il a ensuite participé au lancement d'En Marche! en avril 2016, même s'il a suivi de loin la campagne présidentielle, parti à Genève comme directeur financier au siège de l'armateur italo-suisse MSC, un des géants du secteur. Ce qui lui a valu des soupçons de conflit d'intérêt, rejetés par l'Elysée.

- Patrick Strzoda -Le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, ancien préfet, a un rôle plus administratif que politique. Il a autorisé Alexandre Benalla à assister à la manifestation du 1er mai, a ensuite prévenu le président, alors en Australie, de la faute de son collaborateur et a prononcé une mise à pied de 15 jours.

"Je comprends parfaitement qu'on puisse penser qu'elle (la sanction) n'était pas adaptée. En ce qui me concerne, j'assume totalement ma décision", a déclaré cet homme de 67 ans devant les sénateurs le 24 juillet.

Auditionné de nouveau le 16 janvier, il a révélé qu'Alexandre Benalla avait utilisé "presque une vingtaine de fois" ses passeports diplomatiques après son licenciement et l'a accusé d'avoir falsifié un document à en-tête officiel pour obtenir un passeport.

Il a sous ses ordres le chef de cabinet François-Xavier Lauch, récemment promu préfet, qui était le supérieur direct d'Alexandre Benalla.

- Lionel Lavergne -Le général de brigade de gendarmerie Lionel Lavergne commande depuis avril 2017 le Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR), composé de près de 80 policiers et gendarmes.

Ce service, créé en 1983 par le fondateur du GIGN Christian Prouteau, assure la sécurité du chef de l'Etat une fois franchie la porte de l'Elysée. Il est placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur.

Lorsqu'il avait été auditionné par la commission d'enquête du Sénat le 30 juillet, Lionel Lavergne avait indiqué qu'Alexandre Benalla "n'occupait aucune fonction de protection du président" et servait de "chef d'orchestre" auprès de ce dernier. "Il était dévoué, disponible et réactif", avait-il ajouté, en précisant que son service entretenait "d'excellentes relations sur le plan humain".



PAYS :France
SURFACE :100 %
PERIODICITE :Quotidien



► 20 février 2019 - Edition Fil Gen

leb-jri/ib/nm

Afp le 20 févr. 19 à 13 55.